



Journée internationale des droits des migrants

Samedi 14 décembre à 15h00 Place St Sever Rouen manifestation



Le gouvernement démissionnaire, par la voix du ministre de l'Intérieur, n'a pas cessé de pointer du doigt les travailleuses et travailleurs immigrés, avec ou sans papiers, les rendant responsables des maux sociaux et économiques. Cette stratégie vise à diviser les salariés et détourner l'attention des régressions sociales et destructions d'emplois en cours, quelle que soit notre nationalité. La CGT appelle donc à une mobilisation unitaire le 14 décembre, à l'occasion de la journée internationale des migrants pour défendre leurs droits et leur dignité, et dire non à cette politique de division.

La solidarité : essentielle à la défense des droits sociaux

Les discours xénophobes qui criminalisent les migrants cachent une **attaque plus large contre l'ensemble des droits sociaux**.

En effet, sous couvert de « maîtrise des flux migratoires », le gouvernement veut réduire l'accès à des dispositifs sociaux essentiels, comme l'Aide Médicale d'État (AME), et renforce la précarité au sein du monde du travail. En réalité, ces restrictions touchent directement tous les travailleurs et renforcent la pression sur les conditions de travail, notamment en **multipliant les contrats précaires**.

La CGT appelle les salariées et salariés de toutes origines à s'unir pour défendre leurs droits face aux politiques antisociales. La lutte pour l'égalité des droits est un impératif pour éviter que les travailleuses et travailleurs les plus précaires soient maintenu·es dans une situation de surexploitation, sans droits et sans sécurité.

Exiger des droits pour les travailleuses et travailleurs immigrés

Un titre de séjour valide est le premier droit de tout travailleur en France. Il est indispensable pour bénéficier d'un salaire juste, de conditions de travail dignes, de congés payés, et de droits fondamentaux comme l'accès à la formation ou à un logement décent. Sans ce titre, les salariés sont soumis à l'arbitraire patronal et aux abus.

La CGT exige :

- La **fin immédiate de la politique migratoire discriminatoire**, et la levée des OQTF et IRTF pour les travailleurs sans papiers sans infraction majeure.
- La **régularisation des travailleuses et travailleurs sans papiers** avec la délivrance de titres de séjour pérennes, garantissant le droit à une vie digne et stable en France.
- La **régularisation des jeunes travailleuses et travailleurs, anciens mineurs non accompagnés**.
- La **suppression du pouvoir de l'employeur dans l'attribution des titres de séjour**.
- L'**égalité de traitement pour toutes et tous, peu importe le statut contractuel** (CDI, CDD, intérim) ou le statut d'auto-entrepreneur.
- Des **mesures spécifiques pour les travailleuses en emploi précaire**, notamment à temps partiel, afin de prendre en compte les difficultés particulières des femmes migrantes.

Refusons la division pour vivre et travailler dignement !

Le gouvernement cherche à stigmatiser les migrants pour **détourner l'attention de ses choix économiques**, qui favorisent les grands groupes et les actionnaires au détriment des salarié·es.

En durcissant les conditions de régularisation et en multipliant les expulsions, il tente de diviser pour mieux régner tout en **tirant les droits de toutes et tous vers le bas**.

Dans toute la France, le 14 décembre, la CGT appelle l'ensemble des travailleuses et travailleurs, migrants ou non, à se rassembler pour dire non à cette division.

Ensemble, **défendons l'égalité des droits pour toutes et tous** et refusons la politique de précarisation.

Nous travaillons ici, nous vivons ici, et nous restons ici.

Soyons nombreuses et nombreux dans la rue pour réclamer justice et dignité pour les travailleuses et les travailleurs immigrés !
Manifestant Samedi 14 Décembre 2024 derrière la banderole de l'appel unitaire :

